

Edward Bumburs

Currently counsel with the Aboriginal Affairs Portfolio, I previously worked as an Adjudicator under the *Public Service Employment Act*, have mediated staffing and promotion disputes, and, as RCMP Internal Affairs Counsel, tried matters pertaining to the demotion and dismissal of RCMP Members.

Much of my fifteen years with the Public Service has been spent in a unionized environment, allowing me to acquire knowledge and experience in adjudication, grievance presentation, labour relations, conflict resolution, and the application of numerous Treasury Board Directives governing public servants.

If elected, I will vigorously promote a challenge to the constitutionality of the salary cap provisions of the *Expenditure Restraint Act*, will seek to conclude binding arbitration as expediently as is practicable, and will encourage a long term assessment of the financial resources required to achieve Membership objectives. Further, I will work toward enhancing communication with Membership.

I ask for your vote in this time of significant change and consequence.

J'œuvre présentement à titre de conseiller juridique au sein du Portefeuille des affaires autochtones. J'occupais préalablement un poste de juge administratif en vertu de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*, et j'ai eu l'occasion d'agir comme médiateur lors de conflits liés à la dotation et la promotion. En tant que conseiller juridique aux Affaires internes de la GRC, j'ai plaidé des causes ayant trait à la rétrogradation et au congédiement de membres de la GRC.

La majorité de mes 15 années de service auprès de la fonction publique ont été exercées dans un milieu syndiqué, ce qui m'a permis d'acquérir des connaissances et de l'expérience au niveau de l'arbitrage, la présentation de griefs, des relations de travail, la résolution de conflits, et la mise en œuvre de nombreuses directives du Conseil du Trésor régissant les fonctionnaires.

Si je suis élu, je participerai vigoureusement à la contestation de la constitutionnalité des dispositions visant le plafond salarial de la *Loi sur le contrôle des dépenses*. Je tenterai également de conclure un arbitrage exécutoire de manière convenable, et j'encouragerai une évaluation à long terme des ressources financières requises pour atteindre le taux d'affiliation des membres. De plus, je travaillerai afin d'améliorer la communication avec les membres.

Je sollicite donc votre vote en cette période de changements déterminants et significatifs.